



COMMISSION CANADIENNE DES DROITS DE LA PERSONNE

www.chrc-ccdp.ca

Page d'accueil > Ressources > Salle des nouvelles > Communiqués

Ressources

Salle des nouvelles

Communiqués

2008 | 2007 | 2006 | 2005 | 2004 | 2003 | 2002 | 2001 | 2000

26/05/2003

La Commission annonce des mesures pour améliorer le règlement des différends

OTTAWA, 26 mai 2003 – La Commission canadienne des droits de la personne annonce aujourd'hui des mesures pour améliorer de manière importante le règlement des différends en matière de droits de la personne, conformément à la Loi canadienne sur les droits de la personne.

« La Commission, a déclaré la présidente Mary Gusella, va recourir davantage au règlement alternatif des différends (RAD) de manière à ce que les plaintes se règlent de la façon la plus équitable, respectueuse, rapide et efficiente possible. Le RAD accorde plus d'importance à la dignité des personnes. Il peut souvent aider à renouer de bonnes relations et favoriser le rétablissement d'un climat harmonieux en milieu de travail. »

Le RAD est un moyen non accusatoire de résoudre les différends; on y recourt de plus en plus dans les secteurs public et privé. La médiation est la forme la plus courante de RAD. En 1999, la Commission a lancé un projet pilote sur la médiation; en 2002, 64 % des plaintes où il y a eu médiation ont été réglées. Le projet pilote a démontré que le RAD permet de résoudre rapidement les différends en offrant des solutions innovatrices adaptées aux besoins de toutes les parties, y compris de la Commission.

La Commission offre maintenant le RAD à toutes les étapes du traitement des plaintes. Auparavant, il n'était offert qu'au début du processus ou juste avant que le dossier soit envoyé au Tribunal.

En février 2003, la Commission a créé la Direction générale des services de règlement alternatif des différends pour gérer le rôle accru du RAD. Comptant dans ses rangs des médiateurs professionnels et expérimentés, la Direction encouragera plaignants et mis en cause à choisir le RAD et agira de manière indépendante pour assurer son impartialité.

La Commission a aussi créé un comité consultatif composé d'éminents juristes et spécialistes du RAD, qui fourniront leurs conseils sur l'utilisation efficace du RAD dans le contexte des droits de la personne et de l'intérêt public. Les membres du comité sont l'honorable Gérard La Forest, de Fredericton (ancien juge de la Cour suprême du Canada), l'honorable Claire L'Heureux-Dubé, de Québec (ancienne juge de la Cour suprême du Canada), l'honorable Charles Dubin, de Toronto (ancien juge en chef de l'Ontario) et l'honorable Roger Kerans, de Victoria (ancien juge de la Cour d'appel de l'Alberta).

Document d'information : Le règlement alternatif des différends à la Commission canadienne des droits de la personne

Dernière mise à jour : 2004-02-27